

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Pérou

La victoire de la gauche devra répondre aux exigences sociales et populaires !

- International -

Date de mise en ligne : lundi 13 juin 2011

Démocratie & Socialisme

Le dimanche 5 juin, Ollanta Humala, candidat de la gauche a remporté l'élection présidentielle péruvienne face à la candidate populiste de droite qui est fille de l'ex-président Alberto Fujimori aujourd'hui emprisonné pour corruption. Humala a rassemblé 51 % des suffrages dans une élection très serrée et extrêmement polarisée sur le plan social et politique.

Un point d'appui pour les autres régimes progressistes latino-américains

C'est un succès important pour la dynamique des révolutions démocratiques qui ont déferlé sur l'Amérique latine depuis 10 ans. La droite n'y gouverne plus que la Colombie, le Chili et le Mexique et, malgré leurs diversités, les gauches sud-américaines donnent une indéniable dimension progressiste voire anti-impérialiste à ce sous-continent rebelle. Nous regardons ces expériences avec une vive sympathie et notre internationalisme vibre au gré des victoires et des progrès de la gauche vénézuélienne, bolivienne, équatorienne en même temps que notre inquiétude grandit devant les menaces récurrentes de l'impérialisme. Le coup d'Etat de juillet 2009 contre le Président du Honduras Manuel Zelaya l'a rappelé avec force. La victoire d'Humala est donc un encouragement pour les travailleurs, les paysans et les syndicalistes de ces Etats d'Amérique du sud qui, depuis leur indépendance, ont toujours vu planer au dessus de leur tête « l'aigle noir des Yankees » selon l'expression d'Aragon. Le Pérou, dirigé depuis 2006 par Alan Garcia, un social-démocrate ayant viré à droite, reste un Etat où les classes dirigeantes captent la majeure partie des richesses et où les inégalités sociales dessinent un gouffre. Comme beaucoup de pays d'Amérique latine, le Pérou est pillé par les grandes multinationales du gaz et du pétrole tandis qu'une majorité de sa population vit dans la pauvreté et l'illettrisme. La bourgeoisie blanche se concentre dans les beaux quartiers de la capitale tandis que les travailleurs vivent à l'intérieur du pays et dans la région des Andes. Traumatisés par l'expérience autoritaire de l'ex-président Fujimori (au pouvoir de 1990 à 2000), beaucoup de Péruviens souhaitent éviter le retour au pouvoir de cette famille qui a régné sans partage sur le pays pendant 10 ans.

Une victoire qui devra s'appuyer sur une dynamique populaire

Redistribuer les richesses, créer une authentique démocratie, investir dans l'éducation et la santé sont les priorités du nouveau président.

Humala, déjà candidat en 2006 contre Garcia, a bénéficié du vote des classes populaires rurales et urbaines qui veulent tourner la page libérale et autoritaire et enfin sortir de la pauvreté. Sa candidature était soutenue par une large coalition comprenant des nationalistes de gauche, des socialistes, des communistes, des syndicalistes mais aussi certains secteurs modérés hostiles au retour du clan Fujimori. Humala, issu d'une frange progressiste de l'armée, a conduit une campagne sur une ligne largement recentrée par rapport au dernier scrutin où il avait reçu l'appui remarqué de Chavez et Morales. Se réclamant ouvertement de l'ex-président brésilien Lula, il a cette fois promis le respect de l'indépendance de la banque centrale, ne parle plus de nationalisation, ni de socialisme du XXIème siècle. Il a même promis de contenir les déficits et l'inflation en inscrivant ses pas dans ceux de la gestion consensuelle de Lula. Les grands axes de son programme sont d'augmenter les salaires et les taxes sur les multinationales étrangères (or, cuivre...), de convoquer une Assemblée constituante pour refonder la démocratie et garantir le caractère public de l'eau et de santé, de baisser la TVA, de soutenir les petits paysans. Devant ce discours plus modeste mais concret, les marchés financiers sont hostiles au futur président qui prendra ses fonctions le 27 juillet prochain. La Bourse de Lima (capitale du Pérou) a immédiatement réagi à la victoire de la gauche en s'effondrant de 12 % les 6 et 7 juin. Le patronat péruvien craint donc à l'évidence une dynamique sociale engendrée

La victoire de la gauche devra répondre aux exigences sociales et populaires !

par cette victoire politique et un regain de combativité dans les entreprises, les syndicats et chez les paysans pauvres de tout le pays. La victoire d'Humala crée bien sûr d'immenses espoirs dans les masses qui ne se contenteront pas de quelques miettes. Le peuple péruvien veut reprendre son destin en main et va continuer à s'organiser contre les grandes multinationales, pour le partage des terres, pour une sécurité sociale digne de ce nom, pour une nouvelle Constitution qui pose les bases d'une République démocratique et sociale, pour des hausses de salaires et des nationalisations. Humala devra en tenir compte pour ne pas décevoir sa base sociale. Il pourrait aussi profiter du rapport de forces pour s'affranchir du traité de libre-échange néo-colonialiste qui lie le Pérou aux États-Unis.

Le chantier qui attend le nouveau pouvoir est immense. C'est pourquoi Humala et ses alliés ne devront jamais oublier de s'appuyer sur la force des travailleurs du Pérou pour franchir les obstacles, renforcer la dynamique antilibérale des autres États du sous-continent et offrir une voie nouvelle pour la construction d'une démocratie socialiste authentique.

Julien Guérin